

TOURBILLONS

Pour prendre un peu de recul après cinq ans de publication ininterrompue, nous avons résolu de ne pas paraître durant le mois d'août. Celui-ci coïncide généralement en Europe avec une trêve politique, liée aux rythmes climatiques et sociaux de ce continent. L'Afrique connaît bien sûr d'autres rythmes, et cet été l'actualité s'y est comme précipitée.

Le Congo-Kinshasa en guerre devient l'entonnoir des intérêts et des passions. L'Angola semble reparti pour une guerre civile. L'atroce famine a reparu au Soudan, plus inadmissible que jamais car plus prévisible. Les bombes anti-américaines ont fait un carnage au Kenya et en Tanzanie. Eyadema a enterré les élections togolaises, et Bédié verrouillé la Constitution ivoirienne.

Moins visiblement, la France s'est ingérée en Guinée-Bissau derrière le Sénégal.

Le régime tchadien vit et fait subir les avatars de sa déliquescence.

Il est aussi question, dans ce numéro, de la Mauritanie, du Burkina, de la Sierra Leone, du Cameroun, du Congo-Brazza, du Burundi,... ; de l'affaire Elf, de la mission d'information sur le Rwanda, de la « réforme » de la coopération française. Sans oublier, last but not least, la création tant attendue d'une Cour pénale internationale.

Mais évidemment c'est la situation au Congo-Kinshasa qui soucie le plus. Et, pour l'immédiat, nous décevrons peut-être nos lecteurs en ne l'abordant que fort succinctement. Ce n'est pas seulement qu'il faudra(it) beaucoup de place. C'est que, recevant sur cette guerre quantité

d'informations et la suivant avec un maximum d'attention, ce qui s'y joue et s'y passe nous paraît aujourd'hui (23 août) d'une très grande complexité, empreint d'incertitude, voire d'obscurité.

Des scissions s'opèrent, on devine des reclassements considérables, congolais et africains, des jeux masqués, ou doubles, ou désespérés... Ni la position de la France, ni celle des États-Unis ne sont à ce jour assurées.

Bref, plutôt que de proposer des analyses vite dépassées, des faits fugaces et des « nouvelles » contaminées par la désinformation, nous préférons promettre de faire le point dès que possible - dès que nous y verrons plus clair -, peut-être par un numéro spécial. Nous nous contenterons ici d'attirer l'attention sur quelques enjeux, dans ce conflit à très haut risque.

SALVES

Le Congo en question(s)

Si quelqu'un figure en Afrique la vraie sagesse politique, c'est bien Mandela. Le 22 août, il a proposé sa médiation dans le conflit congolais. Kabila l'a boudée. Plus encore que le conflit érythréo-éthiopien, la nouvelle guerre du Congo est un échec pour l'Afrique.

Porté au pouvoir en mai 1997 par une coalition anti-mobutiste, Kabila disposait d'un gros atout : le peuple congolais et la plupart des pays voisins souhaitaient qu'il réussisse à construire un Congo prospère et fiable. Avec un exercice du pouvoir moins personnel, il aurait pu rallier rapidement une majorité de la population. Et il aurait dû montrer plus d'intérêt pour le cahier des charges requis par ses « parrains », les États voisins : réduire l'usage du territoire congolais par les rébellions qui les assaillent.

Tout en se défiant des caricatures anti-kabilistes, il faut admettre que, mi-juillet 1998, le tombeur de Mobutu avait largement échoué dans ce double défi : la mobilisation politique interne et la concertation régionale. Surtout, il a montré une étonnante faculté à multiplier ses ennemis. Il paraissait donc évident (*Billets* n° 59) que ceux-ci allaient se déchaîner - les meilleurs et les pires.

C'est ce qui est arrivé, et on a effectivement beaucoup de mal à faire le tri. Si le fait est confirmé, l'entraînement au Congo (à Kamina et dans le parc de la Garamba) de milliers d'hommes du *Hutu power* (ex-FAR et miliciens) constituait un *casus belli* envers le Rwanda. Mais la nouvelle coalition anti-Kabila semble avoir, depuis de nombreux mois, pêché très au large de Kigali. Chez les Congolais, elle a recruté aussi bien des démocrates que des mobutistes, y compris les plus endurcis ; alentour, outre l'Ouganda allié du Rwanda, d'aucuns signalent la sympathie du régime de Brazzaville.

Cela concorderait avec la bienveillance présumée de Paris, qui se retrouverait ainsi dans le camp de Kigali ! Les éléments d'une telle configuration ont beau être avancés par des observateurs sérieux, elle est si peu déclarée, tellement problématique, et peut-être réversible, qu'il faut attendre des confirmations.

Kabila, de son côté, a tenté et assez bien réussi une mobilisation tardive de la population en excitant le racisme anti-tutsi - une démagogie qui a déjà fait des centaines de victimes. Il a rallié aussi une partie des généraux mobutistes. Il a obtenu le soutien militaire du Zimbabwe, dont le vieux dictateur, Robert Mugabe, se pose en rival de Mandela. Surtout, il a déclenché en sa faveur l'engagement de l'Angola, qui a repris la base logistique de Kitona.

Dès lors, tout se complique encore : l'Angola s'était allié à Sassou Nguesso, et il a encore des troupes au Congo-B ; la rébellion angolaise Unita, qui a rallumé la guerre civile au désespoir universel, se retrouverait du côté des anti-kabilistes, opposée à ses anciens alliés du *Hutu power*. Et si vraiment la France joue contre Kabila, elle serait avec l'Unita contre le régime angolais, sur lequel elle a énormément misé... On peine à se situer dans un tel maelström.

C'est peut-être aussi le cas des Américains, qui paraissent dépassés. Les bombes à Nairobi et Dar Es-Salaam, puis les représailles au Soudan et en Afghanistan, absorbent le peu de disponibilité laissée par le Monicagate.

Tout cela est quand même assez tragique. Une partie du continent peut sombrer dans la guerre. Les passions ethniques exacerbées risquent fort de susciter de nouveaux massacres. L'ONU et l'OUA ne peuvent-elles, cette fois, se montrer un peu plus vigilantes ?

Les Nations unies devraient se manifester dans deux directions : avertir solennellement le gouvernement de Kinshasa qu'il sera comptable des massacres de Tutsis accomplis par ses policiers ou ses soldats, ou du fait de sa propagande ; donner suite au rapport qu'elles ont publié le 30 juin sur les massacres de réfugiés hutus en 1996-97, qualifiés sans restriction de « crimes contre l'humanité » par le Secrétaire général Kofi Annan. Une liste de 70 responsables présumés a été établie par les ONG : une enquête sur cette base nominative pourrait avoir un effet dissuasif.

Bien des questions se posent : Qui a conçu et préparé cette guerre ? Sa part d'improvisation a-t-elle à voir avec l'échec d'une tentative de putsch contre Kabila ? Est-il vrai que les Tutsis congolais, englobés sous l'appellation « Banyamulenges », n'ont pas été consultés sur un conflit qu'on leur fait endosser et qui les menace au premier chef ? Comment interfèrent les appétits suscités par les richesses du sous-sol de l'ex-Zaïre et les prodigieuses réserves pétrolières autour de l'embouchure du fleuve Congo ?

Il est urgent d'unir toutes les pressions possibles pour contenir un conflit qui commence à sentir très mauvais. Y compris celles de l'Occident, si l'Afrique n'y suffit pas. Il a beaucoup à perdre en l'affaire - la France en particulier, accusée d'avoir, une fois de plus, joué les pyromanes. Vite, les lances à incendie !

Vive la CPI !

Après de difficiles et parfois sordides batailles, la création d'une Cour pénale internationale (CPI)¹ a été votée le 17 juillet à Rome, dans l'enthousiasme, par une large majorité de 120 pays (sur 160). Seuls 7 États ont voté contre, dont la Chine, les USA, l'Irak, la Libye et Israël.

On a expliqué comment (*Billets* n° 60), sous la pression des ONG et de ses partenaires européens, la France s'était finalement ralliée à un projet qu'elle avait longtemps saboté. Sous la pression inverse des militaires, elle a cependant mené jusqu'au bout un combat rétrograde : elle a arraché pour les signataires la possibilité de refuser durant 7 ans les inculpations pour crimes de guerre.

Dans cette bataille de tranchées, Jacques Chirac a été jusqu'à essayer d'enrôler les chefs d'État africains qui le félicitaient pour la victoire française en Coupe du monde de football ! Il faut dire que les États-Unis, enfermés dans une position ultranationaliste, ont fait pire, multipliant en vain les menaces contre leurs alliés.

Bien sûr, le texte final est un compromis imparfait. Mais il peut évoluer favorablement, à l'usage². Après le traité sur les mines, c'est une nouvelle victoire de la mobilisation citoyenne. La CPI n'entrant en vigueur qu'après 60 ratifications, il faut désormais se battre pour les obtenir au plus vite. La France pourrait, par une ratification rapide et une renonciation à la clause dérogatoire, se racheter des mesquineries de Rome.

Elle n'en aurait que plus de poids pour mener une juste querelle aux États-Unis... Leur obstruction à la CPI est en effet un scandale, et l'une de leurs plus grandes défaites morales.

À Paris, tout rentre dans l'« ordre » : le chef de la délégation française à Rome, Marc Perrin de Brichambaut, l'un des opposants les plus déterminés aux requêtes des ONG, a été promu Directeur des affaires stratégiques du ministère de la Défense.

1. Et non CCI (Cour criminelle internationale), comme il était envisagé jusqu'alors.

2. On signalera à nouveau l'excellente qualité de la couverture des travaux de la conférence de Rome par Claire Tréan, dans *Le Monde* (notamment les 16, 17, 19 et 21/07/1998).

Colombes burundaises

Tandis que s'embrase une nouvelle fois l'Afrique centrale, l'un des pays les plus meurtris, le Burundi, croit encore au miracle. Fuyant l'actualité va-t-en-guerre, il poursuit cahin-caha, entre Arusha et Bujumbura, un inespéré processus de paix. Il serait temps qu'un parcours si méritoire soit reconnu et récompensé par la levée d'un embargo qui, appauvrissant une population déjà très fragilisée, nourrit surtout la corruption et les desseins extrémistes.

Paris-Dakar-Bissau

Alors même que la mission parlementaire d'information sur le Rwanda s'interrogeait (mollement) sur le pourquoi et le comment de l'intervention militaire Noroît, en 1990, on apprenait par la presse portugaise que l'armée et les services français étaient derrière l'intervention des troupes sénégalaises dans la guerre civile bissau-guinéenne¹ - à la rescousse d'un président largement discrédité, mais ami du Sénégal.

20 militaires français, débarqués par la corvette *Drogou*, auraient été chargés d'orienter le corps expéditionnaire sénégalais. Une demi-douzaine d'agents des services spéciaux français auraient été déposés par la frégate *Foudre*. De nombreux navires français étaient présents dans la zone : aux yeux de tous, l'un d'eux a déchargé des munitions et des véhicules, tandis que d'autres, à Dakar, embarquaient armes et ravitaillement.

« Moralité » : la coopération militaire franco-sénégalaise est aussi destinée à doter l'allié dakarois d'un statut de puissance régionale. L'armée française n'hésite pas à s'impliquer dans les travaux pratiques : l'occupation d'un pays voisin.

Imperturbable, Jacques Chirac déclarera le 30 juin : « *Le temps des interventions militaires* [est] dépassé. [...] *Les accords de défense existent, [...] mais la France n'interviendra pas là où elle n'est pas liée. Il n'y aura pas d'ingérence* ». C'était dans un autre pays lusophone, l'Angola. On n'y comprend pas très bien le français... Et il y a bien longtemps que plus un Africain ne prend Chirac au pied de la lettre.

1. Comme d'habitude, la presse française, au lieu de vérifier les dires des confrères étrangers, se contente (au mieux) de publier les démentis officiels. C'est assez surréaliste : *Paris dément être impliqué dans l'intervention du Sénégal en Guinée Bissau*, titre *Le Monde* (30/06/1998). Le contenu de l'article n'en dit pas davantage : le lecteur ne saura jamais qui a accusé la France, de quoi précisément, et sur quelle base.

Eyadema ne passera pas !

Le dictateur togolais a bel et bien raté son examen de passage. L'interruption de la procédure normale de décompte des voix au scrutin présidentiel du 21 juin valait aveu de sa défaite dans les urnes face à son rival Gilchrist Olympio. La somme des fraudes, truquages et omissions relevés par les observateurs de l'Union européenne ne laisse aucun doute à ce sujet. Affirmer qu'Olympio a « *tout fait pour pousser à la guerre civile* » parce qu'« *il s'est autoproclamé vainqueur* » (*Libération*, 14/08/1998) rejoint curieusement le raisonnement des sectateurs du général : ils avaient averti que l'armée togolaise ressentirait comme une provocation la défaite électorale de son chef. Pourquoi, alors, prendre le risque d'un scrutin ?

L'Union européenne, qui l'a favorisé, est restée cohérente : elle n'avalise pas le résultat de l'élection avortée, et ne reconnaît donc pas la légitimité du président « réélu ». Bon gré, mal gré, Paris suit. Même Jacques Chirac, interrogé lors de son voyage en Afrique, a refusé de se prononcer sur l'issue du scrutin : une première ! La Françafrique reste comme interdite devant la *vox populi*. Et la population togolaise participe massivement à des journées « *Ville morte, Togo mort* ».

Le pouvoir en est donc réduit aux habituelles manipulations. Au prétexte d'une attaque fantomatique venue du Ghana tout proche, l'armée a investi Lomé le 16 août. Elle a mis à sac et incendié le siège du parti d'Olympio (l'UFC), ainsi que les domiciles de deux vice-présidents. Il ne restait plus à Eyadema qu'à imputer les troubles subversifs à Olympio...

Comme l'a déclaré dès le 25 juin le Parti socialiste français, « *la communauté internationale doit tirer toutes les conséquences de la présente situation* [au Togo] ».

Méga-Déby de fausse monnaie

Une énorme affaire de faux-monnayage portée par des proches du président tchadien Idriss Déby, avec peut-être des ramifications françaises, pourrait couvrir en ce moment dans (ou hors) des prisons françaises. Ami togolais de Déby, mais aussi de l'un des principaux hommes politiques français, Lazare Pedro a été arrêté fin juillet à Paris en possession d'une incroyable quantité de dinars de Bahreïn (l'équivalent de 2 milliards de FF).

Ces billets étaient des faux magistralement imités, venant du Nigeria. Pedro aurait expliqué qu'il voulait les déposer à Paris, pour le compte d'un conseiller de Déby, Hassan Fadoul.

Plusieurs choses intriguent : comment déposer une telle somme sans complicités (Déby a de proches amitiés dans le gratin français de la politique et des affaires) ? où est passé le brûlant Pedro ?

N'Djaména est un point de passage de la fausse monnaie (et de la drogue) en provenance du Nigeria. Déjà une banque tchadienne (la BTD) aurait tenté d'escroquer l'émirat de Doubaï avec 200 millions de faux dollars.

La visite-surprise de Déby auprès de Jacques Chirac, le 28 juillet, pourrait être liée à cette affaire. En bisbille continue avec Paris (comme son lointain prédécesseur Tombalbaye en fin de règne), le président tchadien serait venu arranger ce nouvel accroc. Chirac ne dispose-t-il pas du droit de grâce ?

Un autre conseiller de Déby, Ahmed Aganaï, a été condamné en Allemagne à 20 ans de prison pour trafic de cocaïne. Tout cela illustre la décomposition criminelle d'un pouvoir installé par la DGSE. Il lui fallait un bouc émissaire : ce sera le député Yorongar, dénonciateur du bradage pétrolier.

Le 20 juillet, ce courageux représentant du peuple a été condamné à 3 ans de prison... pour diffamation. Soumis aux conditions épouvantables de la maison d'arrêt de N'Djaména, « *un grand mouiroir* », il est constamment menacé, comme tant d'autres opposants, d'une exécution sommaire « *en cours d'évasion* ». Si Chirac peut arranger les ennuis parisiens de Déby, il devrait pouvoir obtenir la libération de Yorongar.

CENI convoitées

Depuis que les populations africaines ont cru pouvoir renverser leurs leaders abusifs par un scrutin honnête, on a assisté à une sophistication croissante du truquage. Ses formes les plus élémentaires, le bourrage des urnes et autres manipulations locales, pouvaient être déjouées en exigeant une observation internationale.

Deux parades furent vite trouvées à cette requête : une escouade d'observateurs complaisants, où s'illustrent plusieurs juristes et politiciens français ou francophones (mais les démocrates africains, prudents, préfèrent désormais l'Europe polyglotte à la francophonie) ; le transfert de la fraude au niveau de la centralisation des résultats.

D'où une nouvelle exigence, qui tend à se généraliser : l'institution d'une CENI (Commission électorale nationale indépendante). Et un enjeu vital pour les dictateurs candidats à la légitimation par les urnes : noyauter la CENI - s'ils n'ont pas pu la refuser.

Tous ces moyens ont été utilisés lors de l'élection présidentielle du **Tchad**, emblématique à bien des égards ¹.

Eyadema a voulu refaire le coup au **Togo**. Mais, débordé par le raz-de-marée en faveur de son adversaire Olympio, il n'a eu d'autre ressource que de faire implorer la Commission électorale nationale, présidée par une amie, afin de renvoyer à ses sbires le « décompte » des suffrages : un scénario-catastrophe en termes de crédibilité, auquel avait dû déjà se résigner le général **nigérien** Baré, en 1996.

Pilier de la Françafrique ², le général Compaoré a dû à son tour concéder une CENI avant le scrutin présidentiel du 15 novembre. Mais le Mouvement **burkinabé** des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) dénonce « *la création d'une administration parallèle au sein de la CENI* ». Exactement le même schéma qu'à N'Djaména... Du coup, le principal parti d'opposition, dirigé par l'historien Joseph Ki-Zerbo, veut boycotter l'élection (*Afrique Express*, 30/07/1998).

En **Centrafrique**, c'est une CEMI qui devrait garantir les prochains scrutins, censés faire sortir le pays de la crise : la Commission est « mixte » (et non « nationale »), en signe des laborieux compromis qui ont entouré son institution. Là encore, le président sortant Patasse, trop pressé d'être réélu, a imposé par décret un président ami à la CEMI.

Ces manœuvres pataudes montrent au moins une chose : les démocraties françafricaines sont sur la défensive.

1. Cf. *Dossier noir* n° 8, *Tchad, Niger : escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan, 1996. Disponible à *Survie* (49 F, port inclus).

2. Cf. F.X. Verschave, *La Françafrique*, Stock, 1998, p. 173-189 et 202-221. Disponible à *Survie* (130 F, port inclus).

Bédié bien aidé

Henri Konan-Bédié, le successeur d'Houphouët installé par Paris, est bien décidé à s'épargner de telles affres. Aidé par deux juristes français, il a totalement bétonné sa Constitution et les futures élections : normal, dans un pays où une bonne partie des services publics ont été concédés à un bétonneur, Bouygues.

Première précaution : on ne délivre pas de cartes d'identité aux habitants des régions hostiles au Président, les excluant ainsi du corps électoral. Puis on ajoute à la Constitution, le 30 juin, un article 10 qui autorise le Président à décider le report des élections ou de la proclamation des résultats en cas de « *force majeure, d'événements ou de troubles graves* ». Il demeure alors en fonction (*Canard enchaîné*, 05/08/1998).

Pour tout Président qui se respecte, sa non-réélection fait évidemment figure d'« *événement* » grave, l'autorisant à suspendre la publication des résultats. Les conseillers juridiques français d'Eyadema sont vraiment des incapables, qui n'ont pas su lui mitonner pareille merveille avant le scrutin de juin.

Le FAC (Fonds d'aide et de coopération) du 7 juillet s'est empressé de voter une aide française de 12 millions de FF à la police, la sécurité et l'ordre publics ivoiriens. Cette aide, est-il précisé, vise à « *conforter l'autorité de l'État ivoirien* », en accroissant par exemple les capacités de déplacement de la gendarmerie mobile - qui réprime les manifestations.

Est-ce encore nécessaire, quand le Président a désormais un pouvoir quasi absolu, à vie. Ou craint-on à Paris que cet excès de pouvoir n'invite au contraire à douter de l'autorité de l'État ?

Rassurons le contribuable français : ces crédits du FAC sont bien comptés en aide publique au développement - le « *développement institutionnel* »...

Les sous de Sassou

Flottant sur un océan de pétrole, l'État du Congo-Brazzaville est à la fois riche et ruiné, ne laissant à la population que le revers de la médaille. Il est riche du pétrole futur. Mais celui-ci est déjà gagé pour plusieurs années par les gouvernements précédents. L'ancien et nouveau président Sassou Nguesso a donc engagé un bras de fer avec Elf, pour se donner de la marge. Pièces compromettantes à l'appui, il voudrait aussi faire payer à la major française les faveurs qu'elle octroya jadis à son prédécesseur Lissouba.

Elf s'en tient à une stratégie de négociation éprouvée : plus on se montre compréhensif sur la part de l'État, plus le « bonus » présidential est élevé.

Pour assurer quand même un minimum de ressources à l'État congolais, il faudra bien obtenir des prêts gagés sur la production du troisième millénaire. Les intermédiaires se multiplient, d'André Tarallo à Jacques Attali, en passant par le « Monsieur Afrique » de Rocard, Michel Dubois. (*La Lettre du Continent*, 25/06 et 09/07/1998).

Les sous de Lissouba, etc.

Plus ennuyeux pour Elf, la justice française vient de faire saisir les comptes de trois de ses filiales, au siège même du groupe, pour une affaire rocambolesque. En septembre 1993, par l'entremise d'une société luxembourgeoise, LMC, l'État brazzavillois obtient de plusieurs banques internationales un « prêt » de 150 millions de dollars, en principe destiné à construire des lycées, moderniser la justice et relancer l'économie. Le prêt est garanti, entre autres, par Elf-Congo.

Ni les lycéens, ni les juges congolais ne voient la trace de cet argent. À Brazzaville, l'État ne l'a pas vu passer, mais il ne porte pas plainte ! Les banques non plus, sans doute discrètement remboursées. Seul s'agite l'intermédiaire, le gérant de LMC Francis Le Penven, floué de sa commission. Victime d'intimidations, convoqué par la DST, il finit pourtant par obtenir un jugement qui contraint la caution à la dédommager.

C'est ainsi qu'on apprend, par des proches du dossier, que l'argent du prêt a « abouti chez des proches de Pascal Lissouba, mais aurait également servi à financer des campagnes électorales françaises ». (*Le Parisien*, 10/08/1998).

Avec près d'un milliard de FF, on peut en effet diversifier les « investissements ». Elf, financeur putatif, n'en aurait rien su ?

Et si parlait Sirven ?

Un milliard, c'est aussi la somme qui a transité par les comptes suisses d'Alfred Sirven, pour les bonnes œuvres du groupe Elf. Personnage central de « l'affaire Elf », il a été curieusement bien peu recherché... Il faut dire qu'avec ses fonds pétroliers, provenant entre autres du Gabon et du Cameroun, il a apparemment beaucoup redistribué en France. Ses comptes en Suisse ont des noms intrigants : « Christophe », « Lille »,... (*Le Monde*, 10/07/1998). Seuls les mauvais esprits penseront à un Monsieur Afrique ou à l'adresse d'un parti politique.

Resucée de Fachoda

La visite à **Khartoum**, non loin de Fachoda, fonctionne comme une initiation à la Françafrique et à ses rancœurs fondatrices. La junte islamiste soudanaise a beau pratiquer l'extermination par la faim des « mécréants » du Sud, rétifs à sa *charia*, elle a beau sponsoriser les raids des esclavagistes, il est de bon ton pour nos « responsables » d'aller lui témoigner que la France éternelle surplombe les répugnances morales.

Dans la continuité des émissaires de François Mitterrand et Charles Pasqua, le ministre de la Coopération Charles Josselin est donc allé à Khartoum, le 10 août. Sans cesser de s'en prendre à la naïveté de la politique américaine envers ce régime¹, le bon apôtre a prêché un message de paix et de coopération : la France a choisi de soutenir l'unité du plus grand pays d'Afrique et de l'aider à se réinsérer dans la communauté internationale² ; la partition du Soudan, résultat possible d'une victoire des insurgés, serait une catastrophe régionale. « *La question du partage des richesses resterait. Les richesses, en agriculture et en pétrole, restent au Sud, et la majorité de la population au Nord* » (*Le Figaro*, 13/08/1998).

Au train où s'enchaînent famines et exodes, ce déséquilibre démographique ne peut que s'accroître. Tant mieux, si l'on comprend bien le propos ministériel : les besoins du Nord, son « espace vital », lui confèrent un droit inaliénable à exploiter le Sud.

Il ne s'agit pas de décider la sécession du Sud-Soudan à la place des intéressés. Mais, si Charles Josselin estime que les peuples de cette région ont droit aux valeurs républicaines dont il se réclame, il devrait admettre qu'on ne peut les forcer à se placer sous la coupe d'un régime qui ne songe qu'à les asservir, à piller leur sol et leur sous-sol.

Seulement, voilà : les pétroliers français se verraient bien profiter de l'éviction des Américains pour prendre leur part de ce pillage. Et le régime de Khartoum fascine une bonne part des services de renseignement français, en tant que carrefour de contacts avec les réseaux islamistes.

1. Même Jacques Chirac a trouvé que le ministre en faisait trop, juste après les attentats de Nairobi et Dar Es-Salaam (*Le Canard enchaîné*, 19/08/1998).

Dans *Le Figaro* du 04/08/1998 (*Soudan : les errements de Washington*), Pierre Prier développe une critique utile et étayée de la politique US au Soudan - sans rappeler son origine : le scandale de l'opinion américaine face aux crimes de la junte.

Mais ce n'est pas le cynisme autosatisfait de la politique française qui aidera à formuler une alternative crédible - autre que l'indifférence à l'indéfinie torture des peuples du Sud-Soudan.

2. Depuis la livraison de Carlos en 1994, Paris est, en Europe et au FMI, le principal opposant aux sanctions contre Khartoum.

RUFians

En **Sierra Leone**, les rebelles du RUF, cherchant désespérément à ce que l'on parle d'eux, ont entamé un programme de mutilation aléatoire des populations sous leur coupe. Le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) a déjà repéré 122 personnes victimes d'amputations, et estime que dix fois plus en sont mortes.

Parlons donc de ce RUF : il s'agit d'une filiale du NPFL de Charles Taylor, cette machine de guerre lancée en 1989 contre le Liberia anglophone avec le plein appui de la Françafrique - celui notamment de l'Ivoirien Houphouët et du Burkinabé Compaoré. La milice multinationale du seigneur de la guerre Taylor a, on le sait, plongé le Liberia dans un atroce chaos. À un moment, Taylor a jugé utile à ses plans d'étendre ce chaos à la Sierra Leone voisine : ainsi a-t-il poussé l'un de ses sbires, Foday Sankoh, à peindre

un second Front, le RUF, aux couleurs locales.

On sait moins que le binôme NPFL-RUF n'a cessé de bénéficier des soutiens, complaisances et trafics françafricains ¹ - au moins jusqu'à la victoire de Taylor, à l'usure. On voudrait être sûr qu'il n'en est plus de même pour le RUF - puisque le président légitime de la Sierra Leone bénéficie des sympathies britanniques...

1. Cf. *La Françafrique*, op. cit., p. 202-221.

ONG piégées

En étant associées, via les commissions mixtes, aux négociations de coopération entre la France et certains pays d'Afrique, les ONG peuvent se trouver compromises dans de dangereux dénis de justice. La **Mauritanie**, par exemple, est une dictature clanique et corrompue qui, à la suite de massacres racistes parmi sa population noire, se trouve confrontée à un problème de réfugiés qui n'est pas sans rappeler celui du Rwanda en 1990. Le régime Ould Taya ne veut pas restituer leurs papiers et leurs terres à ces déportés, qui croupissent depuis dix ans au Sénégal, abandonnés désormais par le HCR.

Préparant la Grande commission mixte de juin, les ONG avaient recommandé dans leur contribution qu'« *une attention particulière soit accordée à la question des réfugiés* ». Mais le sujet est tabou à Nouakchott. Le compte-rendu de la Commission n'a donc pas dit un mot des réfugiés. Une capitulation pour raison d'État. Si les ONG ne la dénoncent pas, elle se retrouveront à cautionner l'oblitération d'un problème politique crucial, au cœur des contradictions de l'État mauritanien.

Elles le feront peut-être en croyant qu'œuvrer apolitiquement au « développement » suffit à améliorer le sort des populations. L'exemple du Rwanda, paradis jusqu'en 1994 de l'action des ONG, démontre exactement le contraire. À quoi bon construire en zone inondable si l'on oublie les digues, en forêt sèche si l'on ignore les pyromanes ? Que Chirac soit l'ami d'Ould Taya, comme Mitterrand était celui d'Habyarimana, n'est pas vraiment une raison de se taire.

Reconversion

La firme *Africa Security* (AS), véritable armée privée, a été fondée au **Cameroun** par un ancien militaire français Patrick Turpin. Elle propose ses services, notamment, au clan présidentiel, à Elf et aux groupes forestiers. Elle a fait jusqu'à 25 millions de FF de chiffre d'affaires ¹.

Laissant la direction d'AS à son épouse camerounaise, Patrick Turpin paraît avoir trouvé un job beaucoup plus lucratif : porteur de valises à très haut niveau, se vante-t-il, entre Yaoundé, la rue du Faubourg Saint-Honoré et Genève. Le train qu'il mène, plus voyant encore que les bottines de Roland Dumas, confirmerait ses dires. En tout cas, il semble plein aux AS...

On ne s'étonnera pas dans ce contexte que, malgré la gestion désastreuse de l'État camerounais, la coopération financière Paris-Yaoundé se poursuive à fond la caisse. La « coopération » pétrolière, elle, est dopée par les bakchichs sur les contrats de construction, de surveillance et de maintenance du futur oléoduc tchado-camerounais, en cours de négociation ou de signature.

1. Cf. *Billets* n° 21 et Philippe Chapleau, François Misser, *Mercenaires S.A.*, Desclée de Brouwer, 1998, p. 162-163.

Intelligence

Le groupe de **Vincent Bolloré** est en passe de devenir le plus important conglomérat françafricain - après Elf. En conflit avec Bouygues, au capital duquel il s'est invité, celui qu'on surnomma le « petit prince du cash-flow » ne néglige pas l'arme des services secrets : il a fait entrer dans le conseil d'administration de sa filiale Saga, l'aventureuse monture de Pierre Aim (fastueux brasseur d'affaires de Sassou Nguesso et Idriss Déby, entre autres), l'ancien ponte de la DGSE, puis argentier de Jacques Chirac et ministre de la Coopération, Michel Roussin ; selon *La Lettre du Continent* (25/06/1998), Bolloré voudrait aussi embaucher Jean Heinrich, l'ex-patron très courtisé de la Direction du renseignement militaire (DRM).

Étoile montante du négoce franco-africain, il n'envisage pas de faire des affaires au sud du Sahara sans fortement s'entourer de ce genre de compétences. Tout un programme !

Course de fonds

« *Le Fondo, c'est une petite affaire Elf* », assure l'un des protagonistes du dossier *Fondo sociale di cooperazione europea* (FSCE), instruit par la juge Laurence Vichnievsky - qui instruit aussi l'affaire Elf avec Éva Joly (*Libération*, 7/07/1998).

L'ex-ministre de la Défense François Léotard a été mis en examen pour un prêt fictif du **FSCE** au Parti républicain. Cette « caisse noire » est le carrefour d'une coopération très spéciale, plus mondiale qu'européenne ou italienne. Qu'il y soit d'abord question de profits mirifiques avec la Russie et le Moyen-Orient ne nous éloigne pas : les circuits et intermédiaires des trafics et bakchichs avec l'Afrique se branchent de plus en plus sur ces contrées. Les fournitures d'armes à l'Angola sont un cas typique.

On suivra d'autant plus cette mini-affaire Elf que, selon *Libération*, elle « *met en évidence un réseau de financement organisé par les francs-maçons de la Grande Loge nationale de France* ». Or, les frères de la GLNF sont omniprésents en Françafrique : réseau Pasqua, anciens ministres de la Coopération, et une flopée de présidents-généraux (Baré, Déby, Sassou,...).

Bons points

* La mission d'information parlementaire sur le Rwanda a décidé, après avoir hésité, de se rendre sur place à la mi-septembre.

* 90 députés britanniques ont pris l'initiative de créer une commission d'enquête parlementaire sur le génocide rwandais.

* Sur la question de la régularisation des **sans-papiers**, le gouvernement a fini par admettre que la ligne Maginot des 50 % (moitié de régularisés, moitié de recalés) était aussi arbitraire qu'indéfendable. Par leur détermination à bénéficier du droit français, les intéressés - aux dossiers plus épais d'humanité que de justificatifs - déplacent le curseur vers un compromis plus acceptable.

En maintenant ouverte la dimension politique de la question, les « parrains » français, citoyens et associations, auront favorisé ce déblocage.

* À Genève, la Conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT) a accompli en juin des pas considérables dans l'élaboration d'une Convention sur l'élimination des pires formes de **travail des enfants**. Ce texte devrait être adopté en 1999 (*Liaisons sociales*, 21/07/1998).

* Grâce à une formidable mobilisation des ONG (emmenées par *Handicap international* et *Agir ici*), la France est le premier pays membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et le premier grand producteur d'armes à avoir ratifié et transposé dans sa

législation, le 25 juin, le traité d'Ottawa sur l'interdiction des **mines antipersonnel**.

Fausse note

Pivot du réseau Pasqua, **Daniel Leandri** conservait un bureau au ministère de l'Intérieur. Pour le recaser, Jean-Pierre Chevènement n'a pas trouvé mieux que de le promouvoir à Nanterre, au Service de coopération technique et internationale de la police (*Le Canard enchaîné*, 29/07/1998).

Or ce fameux SCTIP, aux trop nombreuses casseroles (vrai-faux passeport d'Yves Chalié, « revente » de matériels de police d'occasion, disparition de coopérants en Guinée équatoriale, etc.) est justement l'un des viviers du réseau Pasqua - en même temps qu'un service officieux de renseignements. L'« éloignement » de Leandri a plutôt l'air d'un rapprochement.

(Achévé le 23/08/1998)

ILS ONT DIT

Françafrique

« La France souhaite devenir le partenaire économique majeur de l'Angola ». (**Jacques CHIRAC** en Angola, le 29/06/1998. Cité par le *Figaro* du 30/06/1998).

[Ce vœu survivra-t-il à la nouvelle guerre civile au Congo-K ?].

« Le champ des possibles entre l'Angola et la France est immense. [...] En Afrique centrale, où l'Angola a sa place naturelle, qui ne voit que votre pays peut jouer un rôle majeur pour favoriser une stabilisation indispensable ? ». (**Jacques CHIRAC** en Angola. Cité par *L'Humanité*, 01/07/1998).

[Un champ immense n'exclut pas d'éventuelles collisions. Paris a un pressant intérêt à calmer le jeu au Congo-K].

« Les Pygmées *[du sud-est camerounais]* sont directement victimes de la déforestation. [...] Un prêtre bantou nous a déclaré [...] : "[...] *Ce n'est plus de la coupe, c'est du massacre*" ». [...] *[La surexploitation profite]* massivement à des sociétés françaises. Sept d'entre elles [...] réalisent 50 % des exportations de bois au Cameroun. Dans les scieries, [...] tous les postes qualifiés sont occupés par des Blancs, qui vivent en circuit fermé, dans de véritables camps retranchés [...]. Des employés d'*Africa Security* [...] montent la garde. [...]

Le directeur français d'une des principales sociétés forestières du Cameroun nous a confié sans problème le montant du pot-de-vin qu'il allait bientôt remettre au plus haut niveau : 80 millions de francs CFA - 800 000 FF -, en liquide, pour pouvoir exploiter 200 000 hectares de mieux. [...] Les dernières vraies forêts primaires [...] auront disparu d'ici cinq ans » (**Jean-Pierre EDIN**, de retour d'une mission d'étude au Cameroun. Interview à *Politis*, 30/07/1998).

[Ces observations édifiantes renforcent la pertinence, ou l'impertinence, de la campagne De quel bois bricolons-nous ? animée par Agir ici]

« Mokoko *[ancien chef d'état-major du président Sassou Nguesso, alors évincé du pouvoir par les électeurs congolais]* a rejoint Brazza le 26 novembre *[1991]*. Sassou doit essayer de le persuader d'agir. Bongo, dès son retour le 25, avait téléphoné à Sassou dans le même sens. L'entretien du 24 novembre chez A.T. *[André Tarallo]* n'avait pas atteint le but recherché. Mokoko reste légal mais ne va rien entreprendre... sauf si le gouvernement *[issu des élections]* ne tient pas ses promesses. [...] Une équipe de mercenaires est prête à agir depuis LBV *[Libreville]-Marchiani-Leandri*. [...]

Appel de Maurice *[Robert]* : Leandri vient de rentrer de Brazza avec vraisemblablement Marchiani. *[Quatre Corses sont nommés, venant de Sao Tomé d'où les barbouzes français envisagent de renverser le successeur de Nguesso, Lissouba]* » (**Colonel Jean-Pierre DANIEL**, chef du service de renseignements d'Elf - où il a succédé à Maurice Robert, l'ancien chef des services secrets français en Afrique. Note du 27/11/1991, saisie par les juges Joly et Vichnievsky lors d'une perquisition à la Tour Elf le 15/05/1997. Citée par *Libération* du 21/07/1998).

[Il se trouve ainsi démontré qu'en accord avec Elf et Bongo, deux épigones de Charles Pasqua, Daniel Leandri et le futur préfet Jean-Charles Marchiani, secondaient l'ex-président Sassou Nguesso et son gendre Omar Bongo dans un projet de putsch contre le gouvernement congolais régulièrement élu. Cela avec l'aide de barbouzes corses].

« Un ambassadeur américain a déclaré [...] "*La France, pour paraître grande, s'était assise sur les épaules de l'Afrique*". Volontairement désagréable ? Oui, mais l'idée est vraie. [...]

La France, qui a beaucoup donné à l'Afrique et y a beaucoup pris [...] y a fait aussi beaucoup de bêtises. Nous avons notre part dans le drame affreux du Rwanda [...]. Les Américains ont très bien joué. [...]

Plutôt que de savoir si l'Amérique a gagné, il faudrait se demander si l'Afrique a gagné. La réponse sera non s'il y a un monopole. La France n'a plus intérêt au monopole. Elle peut - ce qui est très utile - empêcher l'institution d'un autre monopole. Il faut que la France reste en Afrique. Bien sûr en adaptant profondément nos modalités de coopération. [...]

Moins de monopole et moins de dispersion est la sagesse de toute coopération. [...] À nous de savoir rester présents culturellement, économiquement et militairement. [...] Réviser n'est pas refuser. [...] Encore faut-il ne pas accepter cette division du travail où les grandes firmes américaines achètent tout ce qui est directement rentable et la France paie les arriérés de la solde des sous-officiers ». (**Jean-François DENIAU**, ancien ministre de la Coopération. Interview au *Figaro* du 21/07/1998).

[L'ex-ministre est un homme libre et un personnage estimable. Ce qu'il suggère ici n'est pas faux. Mais il sous-estime considérablement les conditions de sa réalisation. Comment l'Afrique croira-t-elle au changement si la grande majorité de la classe politique française, comme on l'a vu à la Commission Rwanda, refuse obstinément de reconnaître les « bêtises » qui ont été faites au nom de la France, et pire encore dans le cas du Rwanda (l'aveu de J.F. Deniau est bien isolé à droite) ?

De ce qu'il écrit, les lecteurs retiendront surtout l'invitation à « rester en Afrique », omettant la nécessité d'une mutation radicale. Il faut convaincre Elf, Bouygues, Bolloré, la Mission militaire de coopération, la DGSE... qu'ils n'ont « plus intérêt au monopole » : ce n'est pas un mince travail ! Si la France, depuis la jeunesse d'Eyadéma, Bongo et consorts, paie la « solde des sous-officiers », ce n'est pas par masochisme : c'est le point d'entrée d'une économie souterraine, fondée sur l'extorsion. Ce moteur-là n'est pas à « adapter », mais à mettre au rebut. À vrai dire, c'est toute l'usine à gaz françafricaine qu'il faut solennellement envoyer au musée].

France-Rwanda

« Sur les conditions de l'intervention militaire au Rwanda [...] le seul souvenir que je garde est celui d'une matinée dans le Golfe [persique] à bord de la frégate Dupleix avec le Président de la République et l'amiral Lanxade. Je nous revois. À ce moment là on apporte un message chiffré où il apparaît que le président Habyarimana demande l'intervention militaire de la France. La scène est très brève : le Président de la République, ayant pris connaissance du message, demande à l'amiral Lanxade de répondre favorablement. [...] Je ne suis pas consulté, je comprends fort bien ne pas l'avoir été, car sur le Rwanda ma science était courte ». (**Jean-Pierre CHEVÈNEMENT**, alors ministre de la Défense depuis plus de 30 mois. Audition par la mission parlementaire d'information le 16/06/1998).

[On ne saurait mieux démontrer que, sous la V^e République, un ministre de la Défense est une potiche].

« Le Président de la République donne comme directive de répondre positivement à la demande du président Habyarimana. Ensuite on dira que c'est pour assurer la protection de nos ressortissants, ça c'est ce qu'on dit toujours ». (**Jean-Pierre CHEVÈNEMENT**, ibidem).

[Voilà donc admis, au plus haut niveau, que ce prétexte n'est qu'un alibi].

« La logique de cette opération [Noroît] est parfaitement claire : [...] il ne semblait pas possible de laisser renverser un gouvernement par une petite minorité, [...] soutenue par un gouvernement étranger. Il semblait normal d'assurer la sécurité d'un pays avec lequel nous avions des accords. Si nous n'avions pas réagi, nous aurions perdu la confiance de la plupart des pays d'Afrique ». (**Jacques PELLETIER**, alors ministre de la Coopération. Audition du 16/06/1998).

[« Les accords » se réduisaient à la formation de gendarmes... Mais la France s'était autoproclamée le gendarme de cette région du monde. Résultat, contrairement à ce que croit Jacques Pelletier, la France a beaucoup plus perdu la confiance de l'Afrique en intervenant au Rwanda que si elle avait admis son incompétence].

« Je n'ai jamais entendu parler du Rwanda pendant cette période. J'ai appris l'opération Noroît dans la presse ». (**Michel ROCARD**, alors Premier ministre. Audition du 30/06/1998).

[Mitterrand avait bien marqué envers Rocard les limites du « domaine réservé ». Le Premier ministre pouvait encore moins servir de contre-pouvoir que le ministre de la Défense. « J'ai été totalement court-circuité », dira-t-il à Libération (09/07/1998)].

« Le prestige de la France était en cause. Il y avait une menace sur la stabilité de la région ». (**Roland DUMAS**, alors ministre des Affaires étrangères. Audition du 30/06/1998).

[Roland Dumas est une vivante incarnation du prestige de la France].

« Les Rwandais nous ont habilement manipulés [...]. Nous avons entraîné les miliciens du génocide, en étant trop bêtes pour nous en apercevoir. [...] Les extrémistes avaient l'impression que la France était derrière eux. [...] Nous avons collaboré ». (**Gérard PRUNIER**, chercheur au CNRS. Audition du 30/06/1998).

[Gérard Prunier a affirmé détenir des éléments prouvant la culpabilité des extrémistes hutus dans l'attentat qui causa la mort du président Habyarimana, mais ne pas vouloir les communiquer aux députés en raison de risques pour sa sécurité personnelle. Ambiance ! Le chercheur n'a plus qu'à demander l'asile politique à Cambridge].

« Nos recherches montrent la qualité des mensonges. Ils [les journalistes de RTLM] n'ont pas diffusé des mensonges abstraits sur les Tutsis, ils ont mis en scène des "pièces de théâtre". [...] À Butare, nous avons trouvé dans les bureaux communaux un texte rédigé par quelqu'un qui avait fait des études à Paris et suivi un séminaire d'intoxication, lu les ouvrages d'un expert. [...]

La mascarade de la légitimité du gouvernement intérimaire a beaucoup aidé les organisateurs du génocide. [...] [Ses représentants] ont été reçus à Paris, avec tous les honneurs (**Alison des FORGES**, consultante de *Human Rights Watch*. Audition du 16/06/1998).

« La France a soutenu avant et pendant l'opération de la MINUAR le régime d'Habyarimana, puis le gouvernement de transition responsable du génocide. [...] C'est très clair. Nos comptes-rendus et nos documents le prouvent. Mais il faut en savoir plus, et c'est une affaire française ». (**Guy VERHOFSTADT**, rapporteur de la commission d'enquête du Sénat belge. Cité par *Le Monde* du 10/07/1998).

« On n'échappera pas à un tel dossier. [...] Après un génocide, on ne peut pas tourner la page, les victimes et les parties civiles ne désarment jamais. Le procès Papon a eu lieu cinquante ans après. Si un pouvoir ne fait rien, il a ces crimes sur les bras cinquante ans après, des crimes imprescriptibles... ». (**Damien VANDERMEERSCH**, juge belge chargé des dossiers belgo-rwandais. Cité par *Le Monde* du 10/07/1998).

Réforme

« - Quelle capacité d'action restera-t-il au "pôle diplomatique" [de la Coopération] pour la construction d'un monde plus solidaire quand l'option prise est celle d'une mise en œuvre prioritaire par le "pôle financier" (traitement de la dette par Bercy et gestion des dons et prêts bonifiés par l'Agence française de développement) ?

- Comment ce dispositif entend-il combattre l'emprise des réseaux d'influence (cellule de l'Élysée, réseaux parallèles illustrés par le Rwanda), des financements occultes (Elf), des lobbies générateurs de corruption qui prolifèrent sur financements publics ou dans les processus de privatisation des entreprises africaines ? ». (Communiqué des **personnels du ministère de la Coopération**, réunis en Assemblée générale le 22/06/1998 à l'appel des syndicats et associations de fonctionnaires - y compris les énarques !).

[Ainsi, l'ensemble des personnels pratiquant la Coopération valide les affirmations que nous détaillons depuis 5 ans, et il n'entrevoit pas en quoi la réforme de la Coopération pourrait changer en quoi que ce soit la corruption du système !].

Etc.

« Pour être un Africain authentique aujourd'hui, il faut être rebelle. Nous devons nous rebeller contre les tyrans et les dictateurs, ceux qui corrompent nos sociétés et volent les richesses qui appartiennent au peuple ». (**Thabo MBEKI**, vice-président sud-africain, successeur désigné de Nelson Mandela. Déclaration sur *RFI*, 18/08/1998).

[*Quel programme, de la part du futur chef de l'un des principaux États africains !*].

« [La visite officielle à Paris du président syrien Assad a servi] à confirmer et à consolider le rôle de la diplomatie française qui -pour pouvoir jouer un rôle utile dans le sauvetage du processus de paix [...] doit entretenir des relations régulières, au plus haut niveau possible, avec tous les États de la région et les protagonistes de ces conflits. [...] Si on veut être utile, il faut savoir entretenir des relations politiques de ce type avec tous les dirigeants de la région sans exception ». (**Hubert VÉDRINE**, ministre des Affaires étrangères, interview au *Journal du Dimanche*, 19/07/1998).

[La formule « si on veut être utile » est une clause de style : on veut a priori, sans se demander si une forme d'abstention ne serait pas... plus utile. Au nom de ce surmoi très occidental, le ministre répète son refrain : contact inconditionnel avec toutes les parties « sans exception ». C'était déjà sa justification des contacts maintenus avec le gouvernement intérimaire rwandais, qui administra le génocide.

Peut-être n'est-il pas « inutile » que la France garde des contacts discrets avec le président Assad. Mais fallait-il recevoir avec les honneurs quelqu'un qui donne asile depuis 40 ans au bras droit d'Adolf Eichmann, Aloïs Brunner, accusé par la justice allemande d'avoir participé au meurtre de 124 000 juifs ? qui maintient son pays sous la schlague, faisant torturer des milliers de prisonniers politiques ? qui a fait massacrer 20 000 personnes lors du soulèvement de la ville de Hama, en 1982 ? Il est des gens, tels les responsables du génocide rwandais, qu'il faut arrêter avant de leur parler. Il en est d'autres qu'il est inconvenant d'honorer par une réception officielle. Introduire ce genre de différenciation est un peu moins simple que le leitmotiv « tous pareils » d'Hubert Védrine - dont l'indigence, n'est pas de nature « à confirmer et consolider le rôle de la diplomatie française »].

À FLEUR DE PRESSE

Soudan

Le Journal d'Action contre la faim, Soudan : tout un peuple en otage, 07/1998 (Sylvie BRUNEL) : « Un gigantesque plan d'assistance [a été] mis en place en 1989 par un accord passé entre les bailleurs de fonds institutionnels du Soudan comme l'Union européenne ou l'US-Aid, les agences des Nations Unies, le gouvernement soudanais pour le nord du pays, le SPLA pour le sud : l'opération "Lifeline Soudan" [OLS]. [...]

Cadre de référence des interventions caritatives au Soudan, point de passage obligé des ONG désireuses de secourir les victimes de la guerre civile, l'OLS, qui était conçue en principe pour favoriser l'accès aux populations en danger, a dérivé au fil des années, au fur et à mesure qu'elle enflait tant en volume d'activité qu'en montant financier, pour se muer en un gigantesque "charity business". [...] Elle est devenue aujourd'hui un parapluie commode permettant de masquer au monde les manipulations et les compromissions de l'aide humanitaire au Soudan, où les malheurs du peuple assurent depuis dix ans une rente confortable, un fonds de roulement indispensable, pour bon nombre d'organisations humanitaires.

Détournement de l'aide à des fins religieuses d'abord : au prosélytisme islamique des ONG du Nord, répond le prosélytisme chrétien de certaines ONG du Sud [...]. Désorganisation complète des distributions alimentaires, ce qui explique que malgré les quantités distribuées, la malnutrition des "groupes à risques" que sont les enfants et les mères ne décroît pas - et comment s'en étonner lorsqu'on devine qu'un pourcentage significatif de l'aide et des médicaments va directement aux soldats ?

Toute ONG refusant d'entrer dans le jeu trouble des responsables de l'OLS vis-à-vis des autorités, refusant, donc, de se voiler la face quant à l'origine exacte du drame soudanais, se voit signifier qu'elle n'a plus rien à faire au Soudan. [...] Produit très prisé, certes, mais jetable après usage, l'ONG se doit de faire là où l'on lui dit de faire. De faire et de se taire. [...]

Il est temps aujourd'hui de trouver un dénouement à la mauvaise pièce qui se joue depuis quinze ans au Soudan : si la junte a longtemps préféré exterminer le Sud par la famine plutôt que d'échouer dans sa tentative de créer une nation islamique, elle réalise aujourd'hui combien cette utopie est irréaliste [...]. Les scissions du Sud comme l'affaiblissement du Nord rendent donc aujourd'hui envisageable la conclusion d'une trêve, peut-être même d'accords de paix. Dès lors la question se pose : combien de temps encore 27 millions de Soudanais pourront-ils survivre sous la perfusion de l'aide humanitaire, sans que le monde réalise à quel point la situation actuelle est absurde, financièrement aberrante, politiquement vaine, et surtout humainement inacceptable ? ».

[Toute cette réflexion est reprise, in extenso, dans *Géopolitique de la faim*, à paraître prochainement aux PUF. Sur les responsabilités politiques de la famine au Soudan, Human Rights Watch vient de produire une très remarquable synthèse, Background paper on the 1998 famine in Bahr el Ghazal].

France-Rwanda

Le Monde, Le Parlement peine à éclaircir le rôle de la France au Rwanda, 10/07/1998 (Rémy OURDAN) : « Jeudi 9 juillet, à la dernière audition, le voile n'a pas été levé. [...] [Certes], pour la première fois en France, le Parlement enquête sur le "domaine réservé". [...] Reste cependant l'essentiel, à savoir le Rwanda et la responsabilité de la France. Un sérieux problème est posé. Car les auditions furent décevantes, voire pathétiques. [...]

Des députés supposés chercher la vérité ont critiqué ouvertement des universitaires qui, forts d'années de recherches, exposaient des vues non conformes à la ligne officielle. [...] Des officiers et des diplomates ont été remerciés [...] sans avoir été précisément déstabilisés par des questions gênantes. [...] Il y eut [...] beaucoup de sourires de connivence. Il y eut des témoins ayant d'étonnants trous de mémoire. Il y eut Édouard Balladur réclamant plutôt une commission d'enquête sur la presse coupable de salir la France. [...]

Un militaire a avoué en souriant être "surpris par le peu de curiosité de ces enquêteurs". [...] Des témoins [...] n'ont pas relaté l'ambiance du Rwanda des années 90-94, la relation d'extrême proximité entre Français et Hutus, le racisme flagrant envers ces Tutsis d'Ouganda qualifiés de "Khmers noirs", l'évidence que Paris et Kigali travaillaient la main dans la main. [...]

Bien des aspects relèvent des services spéciaux, d'officines plus ou moins connues, d'agents d'influence, de réseaux politiques ou financiers. Il est difficile d'arriver à des conclusions sérieuses sans plonger dans cet univers du secret. Or les députés s'y sont refusé. Le monde de la "Françafrique" n'a pas été sondé. Un homme comme Barril [...] n'a pas été auditionné ».

Le Figaro, Les députés français au milieu du gué, 10/07/1998 (Patrick de SAINT-EXUPÉRY) : « Rien n'est joué. Les députés membres de la mission d'information sur le Rwanda en sont d'ailleurs conscients : la partie engagée se joue tout en finesse sur un terrain vierge. L'équation est à plusieurs inconnues : les rapports exécutif-législatif, les luttes politiques, l'héritage de François Mitterrand, la politique africaine de la France...

Les voici au milieu du gué : iront-ils jusqu'au bout ou, à la manière de Paul Quilès, se satisferont-ils de la forme ? ».

Affaire Elf

Marianne, Une bombe dans les soutes de la V^e République, 13/07/1998 (Thomas VALLIÈRES) : « Derrière l'affaire Dumas pourrait bien se cacher le plus énorme scandale de la V^e République : celui de la répartition des commissions sur les grands marchés internationaux et, en particulier, sur celui des ventes d'armes. [...].

C'est ainsi qu'en octobre 1993 se tint, dans une maison de Gordes, une réunion à l'occasion de laquelle fut répartie la commission générée par un contrat d'armement entre la France et l'Arabie Saoudite. Il s'agissait, à l'origine, de la contrepartie du contrat de prêt, portant le nom de code "Joséphine", qui avait été négocié avec Riad en 1982. L'intermédiaire était Akram Ojjeh et la négociation avait eu lieu dans les locaux parisiens de la Saudi Trading Bank (banque du groupe Hariri). Le contrat fut cassé par les Saoudiens pour cause de montant des commissions [*françaises*] trop élevé.

Mais une partie en fut renégoctée en 1993 et l'on serait surpris d'apprendre quels étaient les personnages qui participaient à cette séance de répartition et de distribution des restes. À l'évidence, Roland Dumas est convaincu que nul n'a intérêt à faire sauter le couvercle de la marmite. Cette fois, ce qui reste de la Mitterrandie n'y survivrait pas. Mais elle pourrait entraîner, dans sa chute finale, d'autres clans qui, eux, détiennent encore une parcelle de pouvoir ».

[*L'affaire "Joséphine" et les fabuleuses commissions adjacentes (capables d'effaroucher des Saoudiens), scellent l'entrée du clan mitterrandien dans une corruption sans bornes. C'est aussi l'année du limogeage de Jean-Pierre Cot. À noter que le milliardaire Rafic Hariri est devenu un intime de Jacques Chirac.*

Une question : étant donné le degré de corruption atteint, est-il normal que Thomas Vallières doive, par prudence, ne pas citer les noms des participants de la réunion de Gordes, et qu'ils restent ainsi le secret partagé d'un cercle d'initiés ? Dans une démocratie, après un tel article, un juge ou une commission d'enquête parlementaire devraient pouvoir interroger Thomas Vallières. D'autant qu'est concerné le garant en chef de notre Constitution - explicitement protégé, en l'occurrence, par le Président de la République. Mais l'excès de la corruption est peut-être devenu constitutif de cette République. Ce qui explique que nous puissions dépêcher nos experts constitutionnels auprès des potentats corrompus de la Françafrique...]

LIRE

Stéphanie Mesnier, *Coup de soleil*, Ramsay, 1998, 279 p.

L'auteur est journaliste au *Canard enchaîné*, où elle traite (incognito) de l'Afrique. Elle nous fait partager, dans un roman très agréable, ce qu'elle a perçu de l'« intelligence » française sur ce continent. Le vaudeville y a sa part, quiproquos inclus. Mais aussi la distraction des diplomates ; le nerf de la guerre (pétrole et valises à billets) ; le « génie » des formateurs de gardes présidentielles. Le n'importe quoi qui en résulte n'a sans doute pas l'éternité devant lui.

D. A. Yates, *Central Africa : Oil and the Franco-American Rivalry*, in *L'Afrique politique*, 1998, p. 205-226.

Une excellente analyse de la confrontation des « intérêts nationaux » français et américains dans cette région riche et instable. L'auteur commence par rappeler, utilement, ce que sont ces « intérêts nationaux » : « *les intérêts des groupes de l'élite dominante, c'est-à-dire de ceux qui sont en position de définir la politique étrangère d'un pays* ». Autrement dit, « *les intérêts nationaux américains et français en Afrique centrale sont ce que les élites en disent, en Amérique et en France* ». Il s'agit d'intérêts matériels (y compris la corruption) et immatériels, tels la fameuse « *grandeur* ».

En France domine une élite politico-administrative structurée par les « grands corps ». Depuis sa fondation par Pierre Guillaumat, Elf est une sorte de « carrefour du développement » des ambitions de cette élite. Elf a mis tellement d'huile dans les rouages, y compris ceux de l'autosatisfaction, qu'il ne faut pas s'attendre à un fléchissement rapide du « front commun de la bonne conscience » élitaire - dont la mission d'information sur le Rwanda nous a fourni maintes représentations. Or, dans la région, Elf est en rivalité constante avec les intérêts des majors pétrolières US. Ainsi, pronostique l'auteur, les peuples d'Afrique centrale n'ont pas fini de faire les frais d'une guerre larvée, et cependant meurtrière, entre de drôles d'« alliés ».

International Crisis Group (ICG), *Burundi. Négociations à Arusha : quelles chances pour la paix ?*, 20/07/1998, 18 p.

Une suite opportune à un premier rapport de l'ICG sur le Burundi, dont nous avons récemment souligné la qualité (*Billets* n° 59).

Anicet Mobé Fansiama, *La décolonisation et ses conséquences économiques au Congo-Kinshasa*, in *L'Africain* (Bruxelles), mai 1998, p. 10-19.

Membre du groupe *Défis* fondé par Elikia Mbokolo, l'universitaire congolais Anicet Mobé ne se lasse pas de produire d'éclairantes synthèses sur l'histoire de son pays. Il narre cette fois la non-décolonisation ou la recolonisation économiques du Congo ex-belge, y compris par des intérêts français. Pour mieux comprendre comment son pays a pu être conduit là où il en est.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL.: (0)1 43 27 03 25 ; FAX: (0)1 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS - COMMISSION PARITAIRE N° 76019
DEPOT LEGAL : SEPTEMBRE 1998 - ISSN 1155-1666 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - ABONNEMENT : 80 F (ÉTRANGER : 100 F)

PRIORITE

La guerre, civile et étrangère, qui s'est emparée du Congo nous est l'occasion de préciser les priorités de notre combat. L'évolution de Survie a pu sembler étrange : des militants des droits de l'homme, à commencer par le droit à la vie, en sont venus à centrer leur action sur la confiscation de l'indépendance et des richesses des pays africains - rejoignant ainsi souvent les revendications de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme.

C'est que, nous en sommes convaincus, la capture et la domination politiques de l'Afrique (la traite et la colonisation) ont autorisé, pour le moins, des crimes contre l'humanité.

Avec des complicités locales, le vol des ressources des États africains empêche ceux-ci d'offrir à leurs citoyens un minimum de protection contre la maladie et l'extrême pauvreté. Et ils n'échapperont pas à la misère sans l'édification de pouvoirs autochtones légitimes. À l'échelle des nations, sans doute. Puis, souhaitons-le, dans un cadre plus large.

Car les grands combattants de l'indépendance africaine étaient beaucoup plus panafricains que nationalistes. Ils revendiquaient l'autodétermination des peuples africains, mais refusaient l'esprit chauvin. Ils transcendaient l'ethnisme.

Nous-mêmes ne sommes pas vraiment nationalistes : il nous arrive assez souvent de préférer la justice à la France...

Surtout, notre boussole reste le refus du pôle négatif de l'humanité : sa faculté de sombrer de temps à autre dans l'absolue barbarie - le génocide et le crime contre l'humanité. Si des incantations nationalistes et anti-impérialistes, même fondées sur des ressentiments en partie justifiés, devaient prôner ce genre d'horreurs, nous les dénoncerions sans faiblir.

Nous n'angélisons pas le régime sud-africain (en train de se fourvoyer au Lesotho). Mais Mandela, au moins, a surmonté le racisme, instauré les libertés d'association et d'opinion.

Il est vieux ? Nous croyions que c'était la sagesse de l'Afrique de les écouter...

SALVES

Acte 1: la nouvelle 'alliance' anti-Kabila

Au début de l'été règne une conviction assez unanimement partagée : le régime personnel, pour le moins autoritaire, de Laurent-Désiré Kabila n'a pas d'assise populaire, et il multiplie ses ennemis extérieurs.

Faute d'avoir vraiment rompu avec les pratiques de Mobutu (népotisme, corruption, polices secrètes, ...), ni avec son personnel (le 'faiseur d'image' Dominique Sakombi, par exemple, et une partie de l'establishment prébendier ou sécuritaire), Kabila voit se ternir son aura de libérateur. De leur côté, ses 'parrains' africains (l'Ouganda, le Rwanda, mais aussi l'Angola) constatent qu'il ne les aide guère à combattre des rébellions (ADF, milices hutues, Unita) qui, depuis le territoire congolais, préparent ou lancent des assauts de plus en plus menaçants. Ils le soupçonnent même de mener double jeu à cet égard. Un soupçon grossi par la désinformation ?

Dans les pays occidentaux, enfin - y compris aux États-Unis, qui favorisèrent la victoire de Kabila -, une double déception se conjugue : l'opinion publique, à la suite des militants des droits de l'homme, trouve le nouvel autocrate congolais aussi détestable, sinon plus, que son prédécesseur ; les milieux d'affaires déchantent, face à un régime jugé imprévisible et peu 'fiable'.

Bref, le pronostic est alors général : ce régime va droit dans le mur. Les bonnes âmes, bien intentionnées ou très intéressées, multiplient les conciliabules pour abrégier l'agonie - rencontrant ainsi forcément ceux des mobutistes restés hostiles à Kabila.

Une nuée de pouces baissés cerne ainsi le vieux gladiateur. En Occident, tous les services de renseignement, et donc les principaux décideurs politiques, savent que le coup de grâce va être donné. Nul, ou presque, ne s'y oppose. Les Américains préparent sans doute un soutien logistique. L'Europe laisse partir pour de longues vacances son négociateur Aldo Ajello.

Quant à la France, qui suivait avec intérêt les manœuvres de ses amis de l'ancien régime, elle se dispose à agir, ou réagir, depuis son balcon de Brazzaville. Sous le regard intéressé de ses vassaux africains.

Selon *Le Soir* (19/09/1998), elle s'est impliquée bien davantage : elle aurait « fait miroiter auprès du président ougandais Museveni une réconciliation avec l'Afrique francophone et promis la sécurité au Rwanda (avec la fin du soutien aux militaires hutus ravitaillés depuis le Soudan et la République centrafricaine) ». [Elle admettrait donc qu'elle favorisait ce ravitaillement... : une auto-accusation dont la mission d'information parlementaire sur le Rwanda devrait s'emparer sur le champ !].

Acte 2: le coup manqué

Dans ce concert, le Rwanda et l'Ouganda sont très (trop) pressés. Pour des raisons avouables, et pour d'autres peut-être qui le sont moins. Ils ont compris que Kabila ne cesse d'accroître sa distance à leur égard, mais que la rupture bien compréhensible du cordon ombilical tourne au conflit œdipien : eux ne laissent pas assez d'indépendance (militaire, notamment), Kabila la veut à n'importe quel prix, fût-ce celui d'une marée xénophobe. De quoi, dans un contexte post-génocidaire, dramatiser l'antagonisme.

Dans un autre registre, il semble qu'une partie des chefs militaires ougandais et rwandais, certains convertis à l'affairisme, aient eu les yeux plus gros que le ventre : ils estimaient que leur soutien décisif à la victoire de Kabila, en 1997, valait, sinon un butin, du moins un droit de préemption sur certaines richesses agricoles et minières de l'Est du Congo.

Ces *warlords* voient leur influence renforcée par l'état de guerre. Ils sont trop tolérés par la face légale des régimes de Kigali et Kampala. Leur arrogance mène à l'aveuglement - donc à de graves erreurs. Et au mépris - parfois jusqu'au crime, tels les massacres de réfugiés hutus en 1996-97.

À force de croire que tout se règle par les armes, on en vient à omettre des facteurs politiques décisifs. Au moins trois de ces facteurs ont renversé le pronostic :

- la neutralité de l'Angola était indispensable à la conquête-éclair de Kinshasa, à partir de la base de Kitona ; or, à force de traiter par-dessous la jambe l'ex-allié de 1997, le 'feu orange' de Luanda, considéré comme acquis, a viré au rouge ;
- les chefs de guerre rwandais ne voulaient pas voir à quel point le comportement de certains d'entre eux avait suscité de rejet dans la population congolaise ;
- ce rejet aurait pu être tempéré par l'image des démocrates authentiques qui, désireux de renverser Kabila, ont tôt rejoint le front de ses adversaires ; mais, à trop privilégier le langage militaire (c'est un général ex-mobutiste qui fut le premier porte-parole des